

Zimbabwe

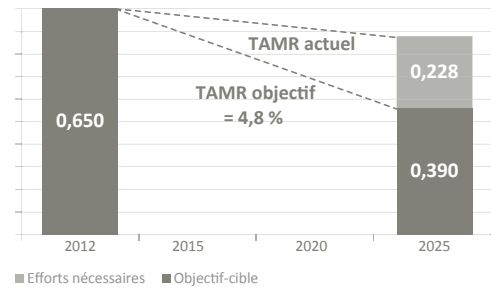
Date d'adhésion :
Juin 2011

Faits marquants

- Un système d'information national de sécurité alimentaire et nutritionnelle global et unique (FNSIS) est en cours de développement dans tous les secteurs, afin d'informer la programmation et la prise de décision. Les niveaux décentralisés recueilleront des données et bénéficieront d'un mécanisme d'analyse des commentaires du système d'information.
- Les partenaires techniques et financiers alignent les ressources sur la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et essaient de rassembler des ressources supplémentaires grâce à des mécanismes de financement conjoints. Ressources du secteur privé engagées pour la mise en œuvre de la stratégie de l'enrichissement des aliments.
- Les médias appartenant au Réseau de la société civile Mouvement SUN (ZCSOSUNA) ont été formés à leur rôle dans le renforcement de la nutrition, de manière à transmettre les informations pertinentes sur la nutrition.

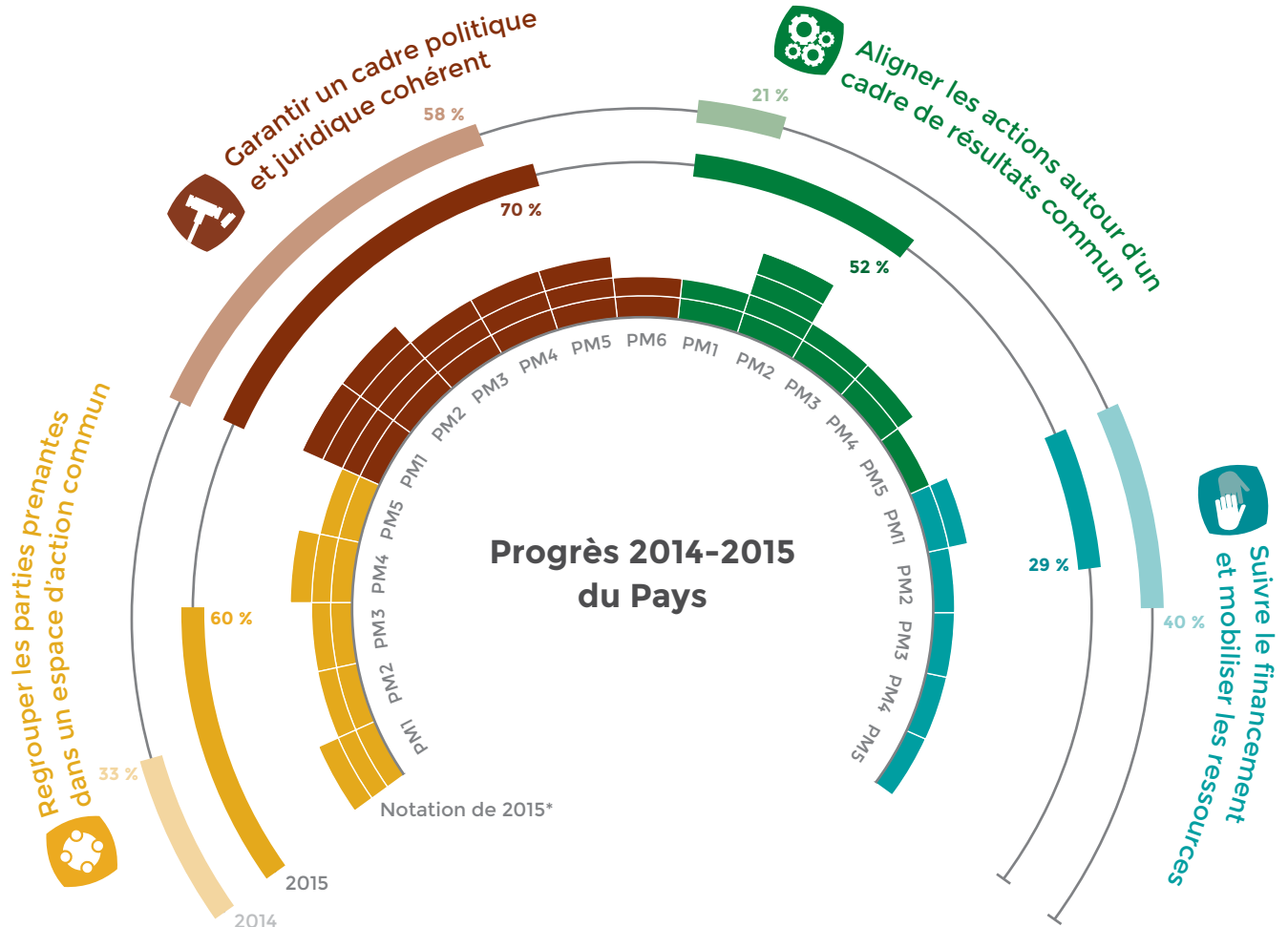
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 32,3 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 17,0 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	27,6 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,3 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	28,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Le Conseil pour l'alimentation et de la nutrition (FNC) est la principale agence nationale chargée de diriger les efforts de coordination, d'analyse et de promotion d'une riposte multisectorielle à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il engage plusieurs ministères, les organismes des Nations Unies (ONU), la Société civile et le Secteur privé. Le FNC organise également et coordonne le Comité national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSC) et le Groupe consultatif de haut niveau nouvellement formé pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSAG), qui **a tenu sa première réunion en mars 2015. Les ministères du Genre, de la protection sociale et de la jeunesse ont récemment rejoint ces structures de coordination et un projet de feuille de route pour le Mouvement SUN a été élaboré afin de tracer la voie à suivre pour tous les membres de la plate-forme.**

Afin de décentraliser efficacement les efforts du FNC, des conseils de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSC) ont été établis dans les dix provinces du Zimbabwe. Plus bas au niveau des districts, 26 sur 60 districts disposent de FNSC opérationnelles.

Les salles municipales sont la plus petite unité administrative, et un projet pilote est en train d'établir des FNSC à ce niveau. En cas de succès, cette approche sera déployée sur une plus grande échelle d'ici la fin de 2015.

Le Réseau de la société civile du Zimbabwe (ZCSOSUNA) a porté sa circonscription de 21 à 100 membres et **a établi cinq bureaux régionaux, juste en une année. Leurs dernières activités ont été centrées sur l'engagement avec les parlementaires et les médias pour souligner leur rôle dans le renforcement de la nutrition. Le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies rédigent des termes de référence et ont désigné respectivement l'Union européenne et l'UNICEF / FAO comme coordinateurs.**

Enfin, un petit-déjeuner a été organisé avec le soutien de tous les réseaux du Mouvement SUN pour démontrer au Secteur privé, l'importance de la nutrition. Il a conduit à l'identification d'un point focal du Secteur privé qui a jusqu'à présent suscité l'intérêt et rassemblé 32 entreprises alimentaires pour se joindre aux efforts nationaux pour la nutrition.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le droit à l'alimentation est garanti par la Constitution de 2013. La législation de la nutrition comprend deux volets : **l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la stratégie d'enrichissement des aliments, tous deux adoptés en 2015.** Le Bureau du président pilote l'analyse de la politique de la nutrition et a eu pour résultat, l'inclusion des stratégies contribuant à la nutrition dans le développement national (ZimASSET) ; l'agriculture (ZAIP) et **la protection sociale (cadre de protection sociale validé en 2015).**

La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSP) lancée en mai 2013, **est en cours de diffusion aux niveaux provincial et de district.**

Le Zimbabwe **finalise également une stratégie de communication pour la nutrition au service du développement.**

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La Stratégie nationale de nutrition (2014-2018) qui est en outre inspirée du NFNSP et sa matrice de mise en œuvre, sert de cadre commun des résultats (CCR) pour la nutrition. Elle est en élaboration depuis 2013 et a **été finalisée et lancée par le vice-président en avril 2015. La stratégie oriente la mise en œuvre des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition autour de six domaines de résultats clés, mentionnant clairement les objectifs, les activités et les exécutants. Les conseil provinciaux et de district pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent élaborer des plans de travail annuels alignés au NFNSP, ZimASSET et NNS, détaillant les actions à entreprendre pour l'alimentation et la nutrition.**

Pour mettre en œuvre ces dernières, un programme multisectoriel modèle à base communautaire pour lutter contre le

retard de croissance a commencé dans les districts vulnérables et les principaux acteurs alignent des programmes de grande envergure qui mettent en œuvre des interventions directes et indirectes de la nutrition sur ce modèle. Ces programmes sont : Amalima project (2014 - 2019), Livelihoods and Food Security Program 2014 - 2018 (LFSP) et Enhancing Nutrition, Stepping Up Resilience and Enterprise (ENSURE) (2014 - 2019).

La NNS dispose d'un cadre de suivi et d'évaluation qui inclut des valeurs de référence, les indicateurs d'impact et les cibles, pour chaque résultat escompté et les sources des données. **Celles-ci doivent être intégrées au Système national d'information de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui est actuellement en cours de conception, afin d'assurer une approche cohérente et harmonisée de reporting.**

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La NNS a été chiffrée à travers un consensus multi-acteurs, avec des exigences annuelles pour chaque domaine de résultat clé et chaque activité, mais le partage des coûts n'a pas encore été élaboré. La cartographie des dépenses est encore à un stade précoce et le suivi des interventions contribuant à la nutrition est toujours un défi.

Les engagements financiers accrus et soutenus par tous les acteurs, y compris le Secteur privé sont alignés sur le NFNSP et un fonds commun des donateurs contribue à renforcer l'efficacité des interventions en matière de nutrition.

Suivre le financement et mobiliser les ressources